

# Economie de la production française de lapins des années 80 à nos jours

A. BRAINE, A. JENTZER-AZARD

ITAVI Service Economie. 4, rue de la Bienfaisance. 75008 Paris, France.

**Résumé.** Cette synthèse analyse les évolutions de la production française de lapins depuis les années 80, au travers d'une part de différents indicateurs économiques et statistiques, et d'autre part des résultats nationaux de gestion technico-économique. Si la production de lapin montre une tendance à l'érosion sur le long terme avec une réduction forte jusqu'à la fin des années 90, due au déclin sur l'ensemble de la période de la production traditionnelle et familiale, elle se stabiliserait autour de 80 000 tonnes depuis le début des années 2000. En effet, le développement d'une production rationnelle et organisée dans les années 80 et 90 et l'amélioration des performances technico-économiques dans ces élevages, montrée dans les résultats GTE, ont permis d'assurer une stabilisation des volumes au cours des dernières années, même si l'épizootie d'entérococolite en 1997 et la canicule de l'été 2003 ont été durement ressenties. Cette rationalisation de la production s'est accompagnée d'un mouvement de concentration à tous les maillons de la filière ainsi qu'au niveau géographique.

**Abstract. Economy of the French rabbit production since the 80's until nowadays.** This synthesis analyses the evolution of French rabbit meat production since the 80's, on the one hand through some economic and statistical indicators, and on the other hand through national references of technical and economic results. Rabbit production has shown a downward trend in the long term with a strong reduction until the end of the 90s, due to the decline of the traditional and local production, yet it would steady since the beginning of the 2000s. Indeed the development of a rational and organized production during the 80s and 90s and the improvement of technical and economic breeding performances in those farms, showed in national references results, have permitted to stabilize volumes during the last years, even if rabbit epizootic enteropathy in 1997 and summer heat wave in 2003 were harshly undergone. This rationalization of the production has gone together with a concentration movement at each stage of rabbit industry and at geographical level.

## Introduction

Le développement de la production cunicole en France s'est fait assez récemment en comparaison d'autres espèces, et les évolutions au cours des vingt dernières années ont été particulièrement importantes. Elles seront analysées au travers d'une part de différents indicateurs statistiques, et d'autre part des programmes nationaux de suivi des performances technico-économiques.

### 1. Evolution de la production depuis les années 80

La production française de lapin était recensée par le SCEES jusqu'à la fin des années 1990, mais ces statistiques sous-estimaient probablement les volumes destinés à l'autoconsommation. En effet, deux systèmes de production cunicole ont persisté de façon notable plus longtemps que dans d'autres filières : une production traditionnelle, issue de petits élevages familiaux, difficile à estimer car échappant aux enquêtes et recensements et peu impliquée dans les circuits commerciaux organisés, et une production rationnelle qui s'est progressivement substituée à la production traditionnelle en déclin. La production cunicole française reste donc globalement difficile à apprécier en raison de structures de production atomisées et hétérogènes. Ainsi, les volumes produits de lapins sont estimés à partir de différents indicateurs que l'on a pu suivre depuis la fin des années 70, comme la statistique agricole annuelle du SCEES, les résultats des recensements agricoles, les fabrications d'aliment et les abattages contrôlés. Tous ces

indicateurs permettent aussi de suivre l'évolution de la répartition géographique de la production.

#### 1.1. Les effectifs

Les services statistiques du Ministère de l'Agriculture recensent une fois par an les effectifs de lapines reproductrices dans tous les élevages. Selon ces statistiques, les effectifs de lapines reproductrices sont passés de 2,3 millions en 1985 à un peu moins de 1,2 million de lapines en 2006. Depuis 2000, l'effectif a diminué de 2,3 % par an. Le recensement à un instant donné des effectifs totaux de lapins présents sur l'exploitation indique que le nombre total aurait été divisé par deux en 20 ans. En 2006, les trois régions du Grand Ouest (Pays de la Loire, Bretagne et Poitou-Charentes) concentraient 58 % des lapines reproductrices, contre 33 % à la fin des années 1980.

#### 1.2. Les recensements agricoles

Le dernier Recensement Général Agricole, réalisé en 2000, a permis de comptabiliser 4 880 exploitations disposant d'un atelier cunicole d'une capacité de plus de 20 cages mères ou 50 lapins à l'engraissement, soit 0,7 % des exploitations agricoles françaises et 1,2 % du total des exploitations professionnelles (Gallot, 2003). Ces exploitations cumulaient des capacités de 967 000 cages mères et 7 190 000 lapins en engraissement.

L'évolution des chiffres entre les recensements de 1988 et 2000 (à définition identique de l'exploitation cunicole) montre que le nombre d'exploitations cunicoles a été divisé par plus de deux en 12 ans.

Toutefois, dans le même temps, les capacités en cages mères ont peu reculé (- 3,1 %), confirmant le fort mouvement de concentration et d'agrandissement des ateliers au cours de la période. Ce mouvement s'est accompagné d'un transfert très marqué de la production de la plupart des régions vers l'ouest (Pays de la Loire et Bretagne principalement, et dans une moindre mesure Basse-Normandie). Ces trois régions sont en effet les seules à avoir connu un développement significatif, et même parfois exceptionnel avec presque un doublement du nombre de cages mères dans la région des Pays de la Loire. Il faut noter que même dans ces régions, le nombre d'exploitations cunicoles a régressé.

En l'absence de recensement exhaustif plus récent, le seul indicateur permettant de suivre l'évolution des structures se limite à la production organisée à partir de l'enquête « suivi des élevages » de la FENALAP (Fédération Nationale des Groupements de Producteurs de Lapins), disponible depuis 2003. Les résultats montrent une stabilité des effectifs de femelles entre 2003 et 2006 au niveau des groupements de producteurs.

### 1.3. Les fabrications d'aliment

Après la montée en puissance des fabrications d'aliment lapin pendant les années 70, accompagnant la rationalisation de la production, un plafond a été atteint dans les années 1980 et au début des années 1990 entre 700 et 750 000 tonnes fabriquées annuellement (record en 1993 : 753 000 tonnes). Depuis, ces tonnages sont orientés à la baisse (tableau 1).

**Tableau 1.** Evolution des fabrications d'aliment lapin depuis 1980, en milliers de tonnes (source : SNIA, Coop de France NA).

Année	France	Part des régions (%)		
		Pays de la Loire	Bretagne	Poitou-Charentes
1980	731	16.2	11.8	10.5
1985	711	18.3	13.0	9.7
1990	688	21.4	16.4	7.7
1995	676	27.5	17.4	11.4
2000	582	23.8	18.9	18.3
2005	507	31.4	20.6	12.4
2006	485	29.2	20.8	12.3

**Tableau 2.** Evolution des abattages contrôlés depuis 1985 (source : SCEES)

	1985	1990	1995	2000	2005	2006
Abattages totaux (tonnes)	47 382	53 959	59 912	57 274	53 222	52 997
dont Poitou-Charentes (%)	23	28	32	32	29	30
dont Pays de la Loire (%)	21	19	22	24	26	26
dont Bretagne (%)	8	12	13	11	11	12
Nombre d'abattoirs de lapins	1 054	874	343	234	125	116
dont > 500 000 lapins/an *	7	12	18	18	15	15
Part du tonnage total (%)	26	52	77	85	88	90

\* > 550 000 en 1985 et 1990

La baisse des fabrications à la fin des années 1990 peut être attribuée au moins en partie au ralentissement de la croissance de la production rationnelle au moment de l'épizootie de l'entérococolite en 1997 ; mais depuis les problèmes sanitaires sont mieux maîtrisés. Sur les cinq dernières années, on observe un déclin de la production d'aliment lapin de 3,4 % par an en moyenne. Cette baisse des fabrications peut être imputée à l'amélioration de l'indice de consommation qui est passé de 3,75 à 3,60 entre 2000 et 2006 d'après les résultats de GTE issus des programmes nationaux RENACEB et RENALAP (Azard, 2007), à l'effet du rationnement des lapins à l'engraissement, favorisé par le développement de l'alimentation automatique dans les élevages et à la poursuite de la diminution du nombre des élevages fermiers (moins de 20 femelles).

Tout comme pour les effectifs, on assiste sur les vingt dernières années à une concentration des fabrications d'aliment dans le Grand Ouest (Pays de la Loire, Bretagne et Poitou-Charentes). En effet, ces trois régions assuraient 41 % du volume total en 1985 contre 62 % maintenant (tableau 1).

### 1.4. Les abattages

Depuis 1975, le SCEES réalise deux enquêtes auprès des abattoirs de lapins : une enquête mensuelle auprès d'un échantillon d'établissements permettant de suivre l'évolution des volumes traités et une enquête exhaustive annuelle permettant de caractériser la structure du secteur. En 2006, sur 116 abattoirs recensés, 44 sont enquêtés mensuellement représentant 97 % du total des abattages contrôlés, soit près de 70 % du total des volumes abattus. Comme pour les fabrications d'aliment, les volumes abattus sous contrôle du SCEES n'ont cessé de progresser du début des années 80 jusqu'au milieu des années 90, en atteignant un palier autour de 60 000 tonnes, traduisant la rationalisation de la production et son intégration croissante aux circuits commerciaux contrôlés (tableau 2). Ensuite les volumes abattus ont décru, puis se sont stabilisés autour de 53 000 tonnes depuis 2004.

Sur les vingt dernières années, le secteur de l'abattage s'est fortement concentré, puisque le nombre total d'abattoirs enquêtés par le SCEES n'a cessé de diminuer, passant de plus de 1 000 établissements en

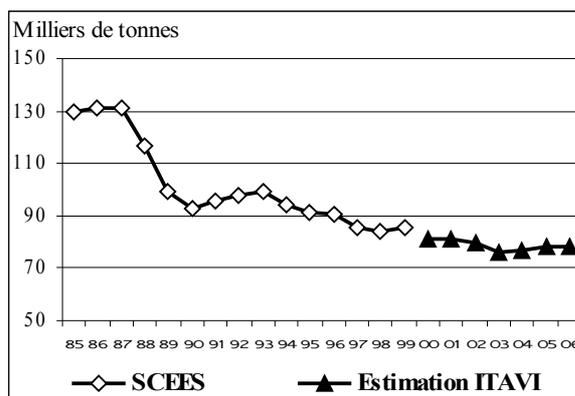
1985 à 116 en 2006 (tableau 2). A la fin des années 90, on recensait une vingtaine d'établissements abattant plus de 500 000 animaux par an ; en 2006, ils n'étaient plus que 15 assurant près de 90 % de la production contrôlée. Parmi ces établissements, 6 abattoirs abattent plus de 2,5 millions de sujets par an soit 64 % du total des volumes abattus sous contrôle du SCEES. Dans le même temps, la répartition géographique des abattages contrôlés a évolué, avec deux tiers des volumes abattus aujourd'hui sous contrôle du SCEES dans le Grand Ouest (Pays de la Loire, Bretagne et Poitou-Charentes), contre seulement la moitié au milieu des années 80.

A ces volumes, il faut ajouter le tonnage abattu par des structures non contrôlées par les Services Economiques du Ministère de l'Agriculture, qui pèserait encore autour d'un tiers des volumes totaux, soit environ 25 000 tonnes. Ce sont des abattoirs locorégionaux de petite taille et des tueries. L'évolution de ce secteur est difficile à mesurer, de même que la répartition de leurs débouchés.

### 1.5. Les volumes produits

Il est possible d'estimer l'évolution de la production cunicole à partir de ces différents indicateurs (statistiques du SCEES jusqu'en 1999 puis estimations de l'ITAVI). Celle-ci montre une tendance à l'érosion sur le long terme, avec un repli très fort jusqu'à la fin des années 90 ; depuis, la production se stabiliserait néanmoins autour de 80 000 tonnes (figure 1). Cette évolution peut s'expliquer par le déclin de la production traditionnelle et familiale sur l'ensemble de la période et le développement en parallèle d'une production rationnelle, dont la croissance a toutefois été ralentie au moment de l'épizootie de l'entérocologie en 1997 et de l'épisode de canicule de 2003.

**Figure 1.** Evolution de la production française de lapin 1985 à 2006

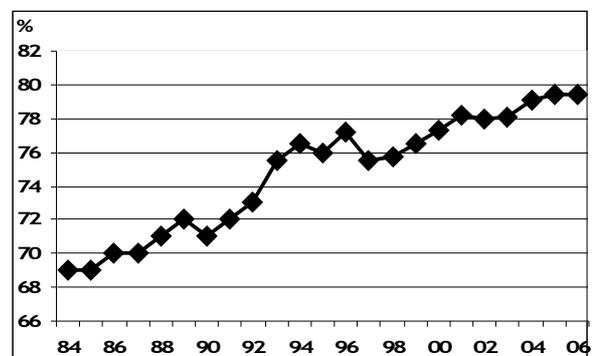


## 2. Evolution des résultats technico-économiques depuis les années 80

Les résultats de gestion technico-économique (GTE) des éleveurs de lapins de chair sont centralisés par l'ITAVI dans le cadre de deux programmes d'appui technique, RENALAP pour les élevages en conduite

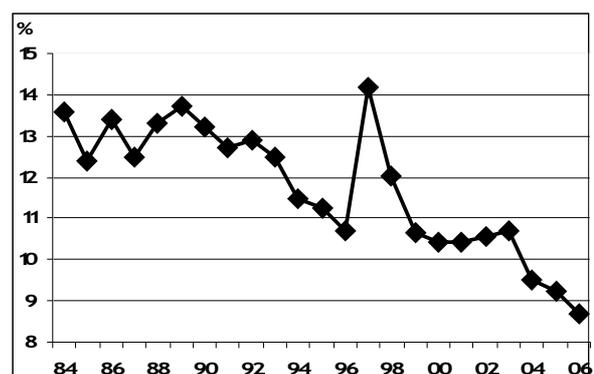
individuelle depuis 1983 et RENACEB pour les élevages en conduite en bandes depuis 1995, avec la participation financière de l'Office de l'Elevage et du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (CAS DAR). Sont ici présentées les moyennes des critères pondérées par le nombre d'élevages dans chaque GTE RENACEB et RENALAP entre 1984 et 2006 (Azard, 2007). Au total, plus de 1 100 ateliers issus de 22 organisations ont été suivis en GTE en 2006, dont la majeure partie en conduite en bandes, ce qui correspond à 85 % des femelles en production organisée. Ceci permet d'avoir une bonne image de l'évolution des résultats technico-économiques en production rationnelle organisée, qui représenterait plus de la moitié de la production totale estimée de lapin sur le territoire d'après la FENALAP.

**Figure 2.** Evolution du taux de mise bas par IA depuis 1984



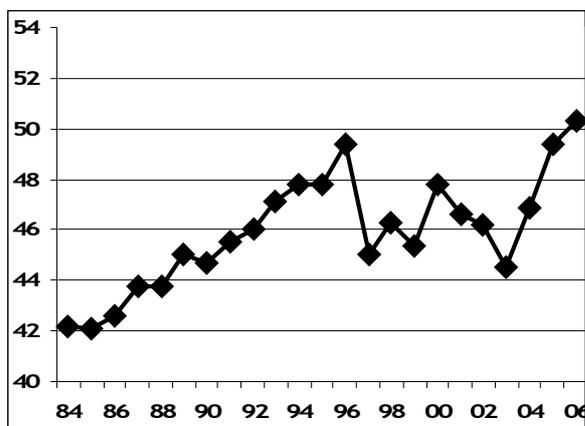
La taille moyenne des élevages a presque triplé entre 1984 et 2006 (de 169 à 485 femelles). Dans l'ensemble, les performances techniques connaissent une amélioration rapide et régulière jusqu'en 1996. On observe alors pour presque tous les critères un net décrochement entre 1996 et 1997 en raison de l'épizootie d'entérocologie : réduction du taux de mise bas par insémination artificielle (IA) (figure 2), du nombre de nés totaux par mise bas, hausse de la mortalité notamment en engraissement (pic à plus de 14 %) (figure 3) et de l'indice de consommation (figure 5), et dégradation finalement du nombre de lapins produits par femelle et par an (figure 4).

**Figure 3.** Evolution du taux de mortalité en engraissement depuis 1984



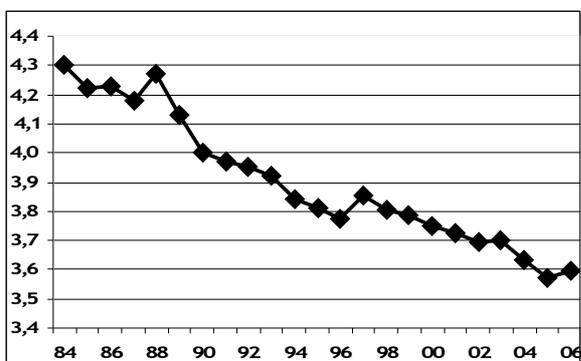
A partir de cette période, le nombre d'élevages suivis en conduite individuelle commence à diminuer du fait du développement de la conduite en bandes. La situation reste cependant fragile pendant quelques années et se stabilise autour de 2000 avec un redressement des différents critères. Le deuxième épisode bien marqué sur la période est la canicule de l'été 2003, avec pour conséquence une dégradation des performances de reproduction (forte chute du taux de mise bas et du nombre de nés totaux par mise bas sur les mois d'août, septembre et octobre) et une hausse des mortalités (notamment de la mortinatalité), conduisant à une nouvelle baisse du nombre de lapins produits par femelle et par an (figure 4).

**Figure 4.** Evolution du nombre de lapins produits par femelle et par an depuis 1984



L'évolution des résultats technico-économiques moyens a ensuite été plutôt satisfaisante en 2004 et 2005, avec une progression de la plupart des critères suivis en GTE. En 2006, mise à part une réduction notable de la mortalité en engraissement, la tendance est à la stabilité avec des évolutions moins marquées des critères, aboutissant à un maintien global des résultats technico-économiques.

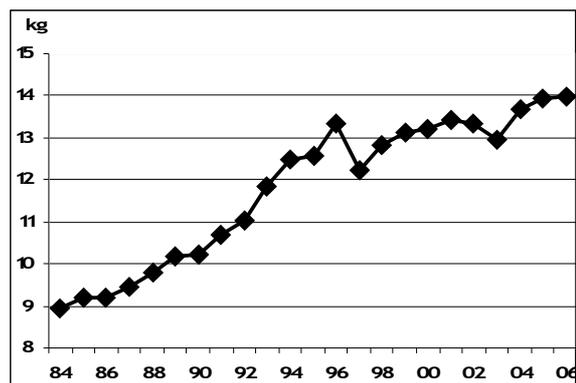
**Figure 5.** Evolution de l'indice de consommation technique depuis 1984



Certains critères, comme le taux de mise bas par IA (figure 2) ou l'indice de consommation (figure 5), semblent finalement avoir connu une amélioration quasi constante depuis 1984, mises à part les crises de 1997 et 2003 déjà évoquées. En revanche, même si la tendance va clairement vers une réduction du niveau

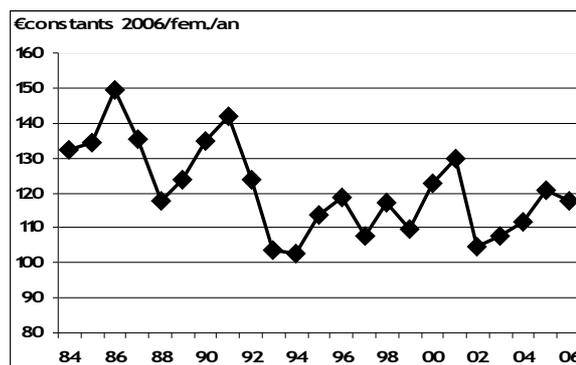
des mortalités sur la période, il semble moins aisé de parvenir à les faire baisser régulièrement, ces critères étant par nature plus variables; la mortalité en engraissement notamment a nettement diminué sur les trois dernières années (figure 3). Le poids des lapins à la vente est en hausse de plus de 100 g sur les vingt dernières années. Il faut enfin remarquer que le nombre de nés totaux par mise bas et le poids vendu par IA poursuivent certes leur progression, mais de façon apparemment moins rapide depuis la fin des années 90 (figure 6).

**Figure 6.** Evolution du poids vendu par IA depuis 1984



Le prix du lapin, comme celui de l'aliment (mesurés en euros constants 2006), ont été divisés par deux entre 1984 et 2006. La marge sur coût alimentaire par femelle et par an (figure 7) est en tendance à la baisse modérée sur la période 1984 - 2006, mais avec des variations importantes dues à la fois aux performances techniques mais aussi au prix de vente du lapin (chute en 1999, hausse en 2001 et chute en 2002 du prix du lapin comme de la marge sur coût alimentaire).

**Figure 7.** Evolution de la marge sur coût alimentaire par femelle et par an depuis 1984



La marge sur coût alimentaire par kg produit reste néanmoins voisine de 1,0 € depuis la fin des années 90 grâce à l'amélioration de la productivité des femelles (0,94 €/kg vif produit en 2006). A noter que la hausse actuelle, et selon les experts sans doute durable, du prix de l'aliment risque de peser lourd dans les résultats technico-économiques des prochaines années.

## **Conclusion**

---

Si la production cunicole française montre une tendance à l'érosion sur le long terme, elle se stabiliserait autour de 80 000 tonnes depuis le début des années 2000. Elle a subi de profonds changements sur les vingt dernières années : forte concentration à tous les maillons (élevage, alimentation, abattage), concentration régionale et déclin de la production traditionnelle et familiale. L'une des particularités de la production de lapin est la part encore importante, bien que difficile à évaluer précisément, représentée par cette production locale (familiale, fermière...) correspondant principalement à de la vente en circuits courts et à de l'autoconsommation. C'est la production rationnelle et organisée qui a assuré une stabilisation des volumes ces dernières années, grâce à l'amélioration des performances technico-économiques dans ces élevages, même si l'épizootie d'entérocologie en 1997 et la canicule de l'été 2003 ont été durement ressenties. La filière devra faire face dans les prochaines années à plusieurs enjeux essentiels : s'adapter à un contexte d'aliment et d'énergie chers, convaincre les consommateurs s'approvisionnant auprès de la production locale en régression de revenir dans des circuits commerciaux classiques (GMS, bouchers-volailleurs), et de façon générale maintenir le niveau de consommation en faisant évoluer le marché du lapin afin de mieux répondre aux besoins des consommateurs.

## **Références**

---

- AGRESTE, 1985 à 2005. Conjoncture avicole annuelle. SCEES, 55 p.
- AZARD, 2007. Gestion technico-économique des éleveurs de lapins de chair, programmes RENACEB et RENALAP : résultats 2006. ITAVI, 71 p.
- GALLOT S., 2003. Les filières avicoles et cunicoles françaises en 2000 - Caractérisation et typologie à partir du recensement agricole 2000. ITAVI, 96 pages.

